

Niger : la Cedeao se dit prête à intervenir militairement, la diplomatie continue

jeudi 24 août 2023, par [LENOIR Gwenaëlle](#) (Date de rédaction antérieure : 22 août 2023).

La Cedeao a fait un nouveau pas vers une intervention armée lors d'une nouvelle réunion des chefs d'état-major des États membres. Malgré cela, l'organisation ouest-africaine se dit prête à poursuivre les efforts diplomatiques.

La Cedeao menace de quitter la piste de danse. « Nous sommes prêts à résoudre le problème pacifiquement, mais il faut être deux pour danser le tango », a déclaré Abdel-Fatau Musah, commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité de l'organisation régionale vendredi 18 août à l'issue de la réunion des chefs d'état-major de deux jours à Accra (Ghana).

Assis derrière une grande table, entouré de hauts gradés en uniforme, il a également martelé « nous sommes prêts à intervenir. Le jour J a été fixé, que je ne dévoilerai pas ». En somme, l'organisation a franchi un pas de plus vers l'intervention militaire pour faire rentrer dans le rang les putschistes nigériens et rétablir Mohamed Bazoum dans ses fonctions présidentielles : « Nous avons convenu et mis au point ce qui sera nécessaire pour l'intervention. Quels sont les objectifs stratégiques, l'équipement nécessaire et l'engagement des États membres. »

La réunion d'Accra était donc la dernière main aux préparatifs, après le déploiement, annoncé le 10 août, d'une « force en attente ». Il n'est plus question de tergiverser, a promis Abdel-Fatau Musah : « Il n'y aura pas d'autres réunions des chefs d'état-major de la Cedeao. »

Mais le pas de danse à deux n'est pas tout à fait terminé : le discours martial a été adouci par des engagements à privilégier le dialogue et la négociation et par l'envoi d'une délégation à Niamey ce samedi 19 août. Seulement, les résultats de cette visite ne sont pas garantis, et la diplomatie ça ne peut pas durer éternellement, voilà la ligne qui ressort de la deuxième réunion des militaires des États membres de la Cedeao depuis le coup d'État au Niger le 26 juillet dernier.

En fait, si le bras de fer est réel, personne, à l'heure actuelle, ne veut vraiment d'une intervention armée, qu'elle vienne de la Cedeao ou d'ailleurs. Nos confrères du Monde révèlent aujourd'hui qu'une opération militaire française éclair sur le palais présidentiel a été demandée par l'ancien Premier ministre du président renversé Mohamed Bazoum aux premières heures du putsch pour libérer ce dernier et le rétablir dans ses fonctions. C'est Mohamed Bazoum lui-même qui a mis le holà, privilégiant le dialogue.

- Une telle intervention serait une régression dans le cours de l'histoire, faisant fi du choix des peuples africains pour la paix et la liberté.
- tribune de 168 intellectuels sénégalais

Celle de la Cedeao serait de nature différente, puisqu'il s'agirait non d'une action commando mais d'un déploiement de troupes de plusieurs pays de la région sur le territoire nigérien. Le Nigéria, le Ghana, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Bénin et la Guinée-Bissau se sont déclarés prêts à envoyer des soldats. D'autres membres de l'organisation régionale s'opposent à cette option, plus ou moins

ouvertement. Le Cap Vert, n'était ainsi pas présent à Accra.

Une intervention de la Cedeao divise le continent

L'Union africaine, elle, se déchire sur la question. Tant et si bien que l'organisation panafricaine n'a pas publié de communiqué à l'issue de la réunion, le 14 août, de son Comité paix et sécurité (CPS). Les débats y ont été décrits comme « francs », « interminables » et « difficiles », relaie notamment [RFI](#).

Quant aux opinions publiques ouest-africaines, elles expriment leurs réticences, d'autant plus fortes que la Cedeao n'est guère populaire et est vue davantage comme une réunion de chefs d'État que comme une communauté des peuples de la région. Sa menace est donc regardée avec une très forte suspicion.

Ainsi, 168 intellectuels et représentants de la société civile sénégalaise se sont engagés contre une intervention militaire de la Cedeao dans une tribune parue le 8 août sur le site [Seneplus](#) : « Une telle intervention serait une régression dans le cours de l'histoire, faisant fi du choix des peuples africains pour la paix et la liberté. Elle serait rejetée avec force et véhémence non seulement par tous les peuples ouest-africains, mais aussi par les défenseurs de l'idéal panafricain, hostiles à toute intervention militaire non soutenue par les peuples eux-mêmes », écrivent-ils.

« La Cedeao a ses propres raisons pour intervenir, mais beaucoup d'opinions publiques ouest-africaines la perçoivent comme une organisation qui rend surtout service à d'autres acteurs, notamment par exemple à la France, affirme Jean-Hervé Jézequel, directeur du programme Sahel du think tank International Crisis Group. Pour elles, donc, cette opération est au service d'intérêts occidentaux, ceux de la France, qui sont menacés par la politique actuelle de la junte qui s'est installée aux commandes à Niamey. »

Une opération militaire est très risquée. Le Mali et le Burkina Faso, eux-mêmes dirigés par des juntes, ont annoncé qu'ils la considéreraient comme une déclaration de guerre.

Personne ne peut prévoir la réaction de l'armée nigérienne ni celle de la population. Ceux qui poussent à l'intervention parient sur le ralliement des soldats nigériens aux troupes envoyées par la Cedeao, mais l'effet peut tout aussi être exactement l'inverse. En outre, elle se déroulerait dans un contexte sécuritaire déjà très dégradé. Il y a quelques jours seulement, dix-sept soldats nigériens ont été tués dans une attaque menée par un groupe de djihadistes présumés à la frontière avec le Burkina Faso. Plusieurs dizaines de civils auraient, eux, perdu la vie, dans des affrontements intercommunautaires entre éleveurs et agriculteurs dans la zone des « trois frontières » (Niger-Mali-Burkina Faso). Le déroulé des faits et le bilan ne sont pour l'instant pas précis.

Parallèlement aux roulements d'épaules virils, la diplomatie s'efforce de gagner la course. Une délégation onusienne s'est rendue ce vendredi 18 août à Niamey. Elle y a rencontré les putschistes et le Premier ministre nommé par ces derniers, Ali Mahaman Lamine Zeine, un civil, ancien économiste et ministre des finances dans les années 2000. Les uns et les autres ont tenu à garantir que le président renversé, Mohamed Bazoum, retenu depuis le 26 juillet dans sa résidence, était bien traité et était ravitaillé. Une réponse à l'inquiétude exprimée par António Guterres, secrétaire général des Nations unies le 10 août dernier, qui sonnait comme une raison supplémentaire pour mettre une forte pression sur la junte.

Mieux vaudrait tenter d'organiser la transition

Les États-Unis, qui possèdent des bases à Niamey et Agadez avec mille hommes en tout, ne cachent pas privilégier la négociation. « Nous restons concentrés sur la voie diplomatique pour obtenir le

retour à l'ordre constitutionnel, et je crois qu'il continue d'exister une marge pour obtenir ce résultat par la diplomatie », a ainsi déclaré, comme il l'avait fait précédemment, le secrétaire d'État américain Antony Blinken, se gardant d'utiliser le terme « coup d'État ».

Washington n'a d'ailleurs pas repoussé l'arrivée de sa nouvelle ambassadrice à Niamey, prévue dans les jours qui viennent. Certes, Kathleen Fitzgibbon ne présentera pas ses lettres de créances à la junte, mais la volonté de ne pas rompre le contact est manifeste.

Les putschistes, de leur côté, s'efforcent de se trouver des alliés, ou du moins de fragiliser un peu plus le front des pays hostiles à leur coup d'État. Le nouveau Premier ministre, Ali Mahaman Lamine Zeine a ainsi effectué une visite impromptue, le 15 août, à N'Djamena, la capitale tchadienne. Il y a rencontré son homologue et le président de transition, Mahamat Idriss Déby Itno, qui a l'oreille de Paris. « Nous sommes dans un processus de transition, nous avons expliqué les tenants et les aboutissants, et réitéré notre disponibilité à rester ouvert et échanger avec toutes les parties, mais avons insisté sur l'indépendance de notre pays », a déclaré à cette occasion Ali Mahaman Lamine Zeine.

Au-delà de l'agitation diplomatique, le sort de la population nigérienne reste à considérer. Les sanctions prises à l'égard du pays, notamment la coupure du réseau électrique alimenté par le Nigéria a des conséquences dramatiques pour un État déjà très fragile.

L'intervention militaire de la Cedeao, ou non, n'est peut-être plus la priorité. « L'enjeu est la nature de la transition : complètement dirigée par les militaires ? Pourrait-elle être aux mains des civils ? Peut-être la Cedeao devrait-elle plutôt s'emparer de cette question : d'accord, on est sortis du cadre constitutionnel et quelles que soient les raisons de ce coup d'État, on ne peut pas laisser des militaires gérer seuls cette transition car ils n'ont pas les compétences pour cela, analyse Jean-Hervé Jezequel. Donc asseyons-nous autour d'une table et voyons qui dans la société civile et politique nigérienne peut gérer une transition à l'issue de laquelle, au fond tous les acteurs pourront se présenter devant les votes des Nigériens, ceux qui viennent d'être renversés comme ceux qui les ont renversés. »

Il faut pour cela que le ring se transforme pour de bon en piste de danse.

Gwenaelle Lenoir

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Mediapart

<https://www.mediapart.fr/journal/international/190823/niger-la-cedeao-se-dit-prete-intervenir-militairement-la-diplomatie-continue>